

Komisyon Episkopal Nasyonal Jistis ak Lapè
Commission Episcopale Nationale Justice et Paix

**MESSAGE DE LA COMMISSION EPISCOPALE NATIONALE JUSTICE ET PAIX
A L'OCCASION DE SON ASSEMBLEE GENERALE DE 2010**

Cette année, la Commission Episcopale Nationale Justice et Paix s'est réunie en Assemblée Générale du 8 au 12 novembre 2010 au Centre ITEKA (Institut de Technologie et d'Animation) à Gressier avec plus de 60 délégués des différents diocèses de l'Eglise catholique à travers le pays. Nous regrettons l'absence de deux diocèses, notamment Au Cap et Jérémie, empêchés par les conséquences du cyclone Tomas.

L'Assemblée s'est déroulée autour du thème: **DEBOUT, PRENONS LA DEFENSE DE NOTRE DIGNITE ET DROITS COMME HAITIENS**. Après des réflexions approfondies sur la situation du pays et notre identité comme peuple, la Commission se trouve devant de plus grands défis à relever afin de contribuer à ouvrir un avenir pour le peuple après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, sans compter les préoccupations du peuple suite aux dévastations et la désolation suite à l'épidémie du choléra et le passage du cyclone Tomas.

La Commission est bouleversée par le manque de sens de responsabilité du Gouvernement qui ne déploie pas des moyens importants pour soulager la misère de la population. Les victimes du tremblement de terre continuent à vivre dans des situations inhumaines et dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Elles ne savent même pas qui ou quelle institution est responsable pour les entendre ou pour s'occuper d'elles. Plus toujours, la misère et les mauvaises conditions de vie du peuple ouvrent les portes du pays grandes ouvertes aux ONGs ; de nouvelles associations prennent naissance avec des buts lucratifs. Nous saluons le courage du peuple Haïtien lui-même ; nous apprécions le courage et la solidarité que tant de peuples ont manifesté envers nous, mais nous regrettons le manque d'un vrai leadership local. Aujourd'hui, le pays semble bien un désert sans Etat, où le système d'exploitation et de zombification reprend ses droits sans aucune entrave. Il n'y a pas de réaction citoyenne pour corriger ses dérives et déviations à la direction du pays au cours de ces dernières années.

Depuis le tremblement de terre, le Gouvernement et les représentants de la Communauté internationale clament la reconstruction du pays. La Commission Justice et Paix se pose la question: de quelle reconstruction fondamentale parle-t-on, si on constate l'absence totale de participation et de collaboration locales? Quand est-ce que le Gouvernement a-t-il consulté les organisations locales pour connaître les besoins auxquels la reconstruction devrait répondre ? A quel moment a-t-il expliqué clairement à la population son projet d'avenir

pour le pays? Ainsi le pays est en train de gaspiller cette opportunité offerte par la solidarité de tant d'autres peuples pour créer des changements fondamentaux en faveur des victimes, surtout ceux et celles qui ont tout perdu et que se trouvent sans logement et sans travail.

Ajoutez à cela la corruption, l'insécurité et la violence sous toutes ses formes qui continuent à allonger la liste des victimes, surtout à l'approche des élections. Selon nos propres observations, au moins 2 ou 3 assassinats par balles ont lieu quotidiennement dans la zone métropolitaine, sans compter les autres formes de violence. Devant ces menaces et intimidations qui défigurent la campagne électorale, la Commission rappelle au Gouvernement qu'il est de sa responsabilité de garantir le droit des citoyens et citoyennes pour exercer leurs droits civils et politiques sans contrainte le 28 novembre prochain. Ce garanti doit dépasser les paroles qui cachent les apparences ; au contraire, il faut bien un vrai plan de sécurité concret qui montre que le Gouvernement est là pour tous et pour toutes sans partisanerie et sans favoritisme.

Une nouvelle calamité, la maladie du choléra, est venue frapper notre peuple ; elle démontre une fois de plus la mauvaise gestion de la chose publique depuis bien longtemps, qui rend le pays faible devant n'importe quel événement qui pourrait le frapper. Beaucoup de gens se montrent étonnés d'entendre que la population de l'Artibonite ne dispose pas d'eau potable et que le fleuve de l'Artibonite est toute leur vie. Pourtant, l'absence d'eau potable est un fait courant en beaucoup d'endroits. Combien de personnes ne sont pas obligées de mettre leur vie en péril, chaque fois qu'elles boivent une gorgée d'eau. Est-ce que l'accès à l'eau potable – qui ne met pas la vie et la santé en danger – n'est-il pas un droit humain universel? Il est grand temps que le Gouvernement améliore les conditions sanitaires de la population pour freiner l'expansion du choléra. En même temps, c'est le devoir du Gouvernement de retracer la source de cette épidémie qui se propage à travers tout le pays. et d'en fixer les responsabilités, n'importe qui en soit la cause.

La mauvaise gestion de l'environnement s'est manifestée une nouvelle fois lors du passage du cyclone Tomas qui a frappé le pays récemment. Nous saluons les efforts du Gouvernement pour informer la population et mobiliser les ressources disponibles. Nous souhaiterions que ces efforts dépassent le moment électoral. Les champs et les récoltes des paysans sont détruits, la production nationale a reçu un nouveau coup dur. La misère s'annonce dans toute sa sévérité pour les paysans dans les mois à venir. Le Gouvernement doit agir en leur faveur suite au cyclone Tomas. Haïti est parmi les rares pays où les cultivateurs agricoles se battent seuls, les mains nues, avec la nature. Nos paysans méritent une protection réelle, des programmes de crédit qui les bénéficient effectivement et de l'assistance publique lors des catastrophes naturelles. Tout candidat à la Présidence ou au Législatif doit avoir des convictions correctes là-dessus.

Pour un vrai changement

Ces différents contretemps et tout ce que le peuple est en train de vivre, a comme résultat que bon nombre d'Haïtiens ne font plus confiance à eux-mêmes ou à l'avenir de leur pays. Pourtant, la reconstruction du pays exige des valeurs fortes comme : la confiance en soi ; la valorisation de sa propre culture, traditions, langue et de tout ce qu'on est ; l'amour de son pays ; le soin et le souci de l'environnement et le sens de la responsabilité. Ce sont des valeurs indispensables qui nous permettront de répondre aux défis posés par la reconstruction après le séisme, les autres catastrophes qui ont frappé le pays et l'épidémie du choléra.

De notre côté, nous-mêmes, membres de Justice et Paix à travers le pays, représentants de nos commissions locales :

- Nous nous engageons à continuer à lutter pour que chaque citoyen soit identifié et enregistré par l'Etat de façon correcte. Ceci est une première condition pour organiser et planifier le pays en faveur de ses citoyens et citoyennes.
- Nous demandons aux commissions locales de reprendre la formation reçue sur les *Droits humains et la Culture de peuple Haïtien*. La culture du peuple est une clef importante pour se ressaisir et pour s'engager pour réaliser les changements nécessaires.
- Nous confions au GRR (Groupe de Recherche et de Réflexion), un groupe de recherche à l'intérieur de la Commission, la mission d'étudier la question de l'éducation civique des enfants et jeunes dans le pays et de formuler des propositions. L'éducation civique doit aider les jeunes à prendre conscience de leur dignité, à se respecter comme personnes, à respecter les droits des autres, à apprendre à vivre en paix avec les autres et avec l'environnement et la création de Dieu ; finalement, l'éducation civique doit apprendre à s'apprécier soi-même et sa culture, sa langue et tout ce qui permet de construire un pays qui soit à la hauteur de notre dignité comme personnes humaines et enfants de Dieu. Nous invitons la CEEC (la Commission Episcopale pour l'Éducation Catholique) et la CHR (la Conférence Haïtienne des Religieux) à se joindre à cet effort.

DEBOUT, PRENONS LA DÉFENSE DE NOTRE DIGNITÉ ET DROITS COMME HAÏTIENS. Ensemble, dans le respect de l'autre, dans la tolérance, nous serons capables de faire face à ces défis auxquels nous sommes confrontés. Nous ne pouvons pas perdre ce moment historique.

Ce message est signé par les participants à l'Assemblée générale de l'Assemblée générale de la Commission Justice et Paix.

Gressier, ce 11 novembre 2010
P. Jan Hanssens, Directeur